

[<<< Retour au sommaire](#)

LE MAG'44

Numéro 42 - Janvier 2007

Le webmagazine mensuel de la seconde guerre mondiale

Rédacteurs : Stéphane DELOGU - Prosper VANDENBROUCKE - Philippe PLOUGONVEN - Emmanuel DUBOIS - Philippe MASSE - Matthieu DUBOIS - Eric GIGUERE - Pierre LUCE - Sophie LAVERDURE

L'édito de Stéphane Delogu

La coutume veut qu'à pareille époque, les citoyens civilisés se souhaitent une bonne année, avec une variante plus professionnelle et un "meilleurs voeux" du plus bel effet. C'est une formule *ad hoc* qui ne mange pas de pain mis à part le fait qu'on ne capte toujours pas la signification profonde de "meilleurs voeux". Selon l'intonation on peut traduire ça par "je te le dis parce que tout le monde le fait", ou bien encore "je peux pas te blairer, alors voilà un truc bateau prêt à servir". *Meilleurs voeux* est la formule de ceux qui ne savent pas quoi souhaiter ou qui se contrefichent de celui ou celles à qui ils le disent. Combien de fois l'avons nous entendu de la bouche de collègues de bureau sans en croire en un traitre mot ? Que dire alors ? Que dalle ? Nous est avis que "que dalle" est toujours plus pudique qu'une formule sur mesure dont on ne pense pas une syllabe. Que dalle, c'est lorsqu'on est sincère mais qu'on n'a pas trop envie de se casser le baigneur. Avec quelques efforts, on peut gagner l'avantage de l'originalité. Une formule telle que "Je vous souhaite, en 2007, de faire les efforts nécessaires pour ne plus casser les pieds à vos collègues" serait par exemple bien plus avantageuse parce que sincère et personnalisée. Sans en garantir les effets postérieurs, tout le monde n'ayant pas dans ses gênes le sens de l'humour ou de la remise en question.

Bonne année ne nous paraît pas plus porteuse même si dans la hiérarchie des voeux, cette seconde formule est un chouïa au dessus. Un peu de créativité que diable ! que pourrions nous souhaiter d'autre alors ? Ca fait des années qu'on dit ça à tout le monde, c'est d'ailleurs ce qu'on lit sur toutes les cartes de voeux !.. Ben, on peut espérer pour un proche que ses souhaits se réalisent et que pour ce faire, il se place dans le contexte le plus favorable possible. C'est à dire qu'il maintienne ses efforts pour que l'année à venir soit identique en retombées positives à l'année passée, ou au contraire qu'il améliore sa réceptivité, sa tolérance, son courage et des tas d'autres choses encore. Vous répondez que ça ne se dit pas, au risque de prendre une volée de bois vert en retour. Pourtant, pour passer une bonne année, il vaut mieux ne pas manquer de courage face aux épreuves, d'être agréable et disponible envers ses proches et ses collègues, de prendre soin de soi et des autres, de se creuser la cervelle pour améliorer ce qui peut l'être. Une mauvaise année vient un peu des autres et beaucoup de soi. Il y a des exceptions comme une maladie subite qu'on n'a ni méritée ni demandée. C'est alors à chacun d'entre nous de se souhaiter la force nécessaire pour accompagner dans l'épreuve ceux qui sont touchés de plein fouet. Vous voyez, il y des tas de choses à dire plutôt que "meilleurs voeux" et "bonne année". En admettant que notre comportement puisse être préjudiciable ou bénéfique aux autres, nous nous pouvons aussi produire des *autosouhaits* qui, en cas d'accomplissement, ne peuvent être que profitables à notre entourage.

Nous vous souhaiterions donc de vous apporter à vous mêmes la force nécessaire pour poursuivre dans votre soif de connaissances et d'être à l'écoute du monde qui vous entoure, qu'il soit périphérique ou plus éloigné, de prendre soin de vous et de ceux qui vous aiment. Pour notre part, c'est ce que nous tentons de faire en commençant par vous proposer des articles d'une qualité toujours accrue autour d'une charpente la plus agréable possible. 2007 sera une année importante, nous le savons déjà, avec pour point d'orgue une soirée en partenariat avec le Mémorial de CAEN le 4 juin prochain. Loin de considérer cette manifestation comme un aboutissement, nous sommes convaincus que le plus dur reste à faire. Faire accepter ce projet fut une chose, faire en sorte que nous soyons à la hauteur de nos prétentions - ce qui n'a jamais été tenté par un forum historique - est autre chose, objectif bien plus difficile et semé d'embûches. Le jeu en vaut la chandelle même si les risques sont bien réels, à commencer par celui de devenir la risée de la toile historique si nous nous prenons les pieds dans le tapis devant quelques centaines de personnes et peut être beaucoup plus si la soirée est diffusée, comme nous l'espérons, sur le web. C'est à nous de souhaiter que cela n'arrive pas, personne ne peut nous venir en aide à part quelques encouragements qui feront toujours du bien.

L'actualité en cette période de fêtes a été plutôt sage, à notre grand désarroi, mais qu'à cela ne tienne. Nous avons quand même trouvé un petit truc qui nous a stimulé les neurones et la plume. Il y a quelques semaines, Taoufik el-Amri disparaissait à NANTES, c'était le 22 novembre dernier. Peu de temps plus tard, son corps était repêché dans la Loire et l'enquête concluait à une mort par noyade. Le hic est que le disparu a été vu quelques instants auparavant en compagnie de policiers et en état d'ébriété : c'est là que le fait divers passe à une affaire d'état grâce à l'intervention encore une fois bénéfique d'une certaine presse qui fait de la zizanie une profession de foi. Nous ne nous prononcerons pas sur le fond d'une affaire aux mains de la justice qui mieux que nous sait ce qu'elle a à faire. La forme qu'on a donnée à ce qui est devenu "L'affaire Taoufik" nous laisse songeurs pour ne pas dire plus. Finalement, l'opinion publique est repartie convaincue que "c'est de la faute de la police si un tel drame est arrivé". Ben voyons. On peut reconnaître que si Taoufik El Amri avait été mis au chaud en attendant qu'il cuve, rien ne serait arrivé, ce qui est une Lapalissade. Là où on n'est plus d'accord, c'est sur la notion de perte de responsabilité dont ce dossier a donné l'occasion de débattre mal à propos. Dorénavant, tout citoyen ayant trop forcé sur la dive bouteille ne sera plus responsable de ses actes,



Partenaires

- MAGAZINE HISTOQUIZ DE PIERRE CHAPUT
- MAGAZINE DE NORMANDIE 44 LA MEMOIRE
- HISTOIRE ET PASSION DE FREDERIC DUBOIS

NOS DOSSIERS DU MOIS



ODESSA LE RESEAU MAUDIT
Par Sophie LAVERDURE





LE 761st TANK BATTALION
Par Eric GIGUERE



LE CONGO BELGE EN GUERRE
Par Prosper VANDENBROUCKE

Le coin lecture

Par Philippe MASSE

lesquels rejailliront sur les forces de l'ordre qui n'en demandent pas tant. La solution consisterait à placer un policier derrière chaque contribuable en goguette. L'effet pervers est que les mêmes gogos qui ont crié haro sur le baudet se diraient scandalisés par l'Etat Policier que la France serait ainsi devenue et mettraient l'accident sur le fait immonde qu'on ne peut même plus partir en java sans protection rapprochée. Retour à la case départ, on tolère tout et on s'en prend à l'état dès que ça foire.

Autre sujet d'inquiétude : les solutions proposées pour éviter que pareil drame ne se reproduise, à savoir le placement du quidam en structure spécialisée, autrement appelée local de dégrisement ou bien encore au service des urgences le cas échéant. Sans être dans le secret des dieux, il n'y a qu'à aller faire un tour aux urgences en fin de semaine pour comprendre le problème. Y'a généralement plus de place mon bon Monsieur. Même problème chez les flics où certains soirs l'affluence est presque la même que la place de l'étoile un premier de l'an. Alors, quid ? . Par exemple, investir dans l'agrandissement des commissariats et de ses "salles de réception" , créer des emplois de "surveillants de rue" agents de l'état. Ce qui reviendrait à dire que la France demanderait à ses ouailles un petit effort financier supplémentaire en même temps que ça nous donnerait des allures de Chili au temps de Pinochet, ce dont évidemment personne ne veut entendre parler. On fait donc du surplace, chère cousine, deux heures qu'on cause pour en arriver à la conclusion que partis sur cette pente, on peut aussi proposer aux citoyens de se responsabiliser, de rester chez eux si ils ne sont pas sûrs de rentrer valides ou bien encore de se faire accompagner. Ce qui justement semblait pouvoir être le cas le 22 novembre à NANTES. Pourtant, on n'a entendu personne sur la place publique oser dire que les copains de bombance auraient pu eux aussi faire quelque chose pour éviter que ça tourne en catastrophe, appeler un copain sobre, un taxi, prévenir l'épouse du malheureux. Des petits trucs de rien du tout en somme, qui ne coutent pas cher et évitent qu'une soirée trop arrosée prenne des proportions aussi gigantesques que tragiques. Dans le cas contraire, la voie royale c'est de s'en prendre à l'état ou à ses représentants, non pas ceux qui font les lois, mais se demandent parfois comment les faire appliquer, ce qui dans certains cas, dont celui-là, est plus facile à dire qu'à faire. Qu'on ne se méprenne pas sur nos propos, il ne s'agit pas dans ces colonnes de prendre par dessus la jambe la mémoire d'un homme. Bien au contraire. En revanche, on se permettra juste , de nouveau, un petit coup de sonnette d'alarme sur le fait qu'avec un peu de doigté on arrive à faire dire à peu près ce qu'on veut à l'opinion publique. L'information est certes un droit et même un devoir contre l'obscurantisme, mais la récupération médiatique est un effet de manche pas très rutilant et parfois même scabreux. On fait du sensationnel pour mieux faire vendre ; si ça marche on en rajoute une couche en ouvrant quelques polémiques dont on sait qu'elle vont taper plein centre et occuper la France le temps de rebondir sur autre chose. C'est bête comme chou mais ça marche à tous les coups. Puisque c'est d'actualité , on souhaitera nos bons voeux à la presse en lui suggérant, histoire de changer de pupitre, de proposer dorénavant une solution à chaque fois qu'elle soulève un problème. Chose qui , nous est avis, n'est pas ce à quoi elle est le mieux entraînée. Ca lui fera donc un excellent passe temps dont elle ne peut que sortir grandie. On vous le disait plus haut, on peut sortir des sentiers battus en présentant ses voeux, ça change du traditionnel cocktail "*Meilleurs voeux et dinde aux marrons*".

Votre mag n'a pas tenu compte de la période des voeux en se contentant du service minimum alors que la France a tourné au ralenti. Vous vous en rendez compte, ses rédacteurs n'ont pas ménagé leur temps et encore moins leurs efforts pour vous proposer un numéro de qualité. Finalement, c'est l'essentiel de notre aventure et ce qui nous donne l'envie de continuer sur cette lancée : proposer un service gratuit, utile, construit par des passionnés pour des passionnés. Nous n'avons aucune ambition particulière si ce n'est celle de progresser encore. Mais c'est promis, personne ne se prendra jamais au sérieux ici, on échange, on informe, on donne sans arrière pensée sur le thème de la seconde guerre mondiale. Courant juin prochain, le verdict sera tombé ; on ne vous parle pas des élections présidentielles, mais du devenir de notre petite entreprise. On saura si on se trompe ou pas, en d'autres termes si un forum appartenant au monde virtuel peut s'exporter pour devenir réalité physique. En d'autre termes, si on a raison d'en être persuadés ou, si au contraire, nous ne sommes qu'une joyeuse troupe de branquignols qui a fumé la moquette jusqu'au tissu. Au mois prochain

Presse spécialisée

BATAILLES ET BLINDES HS N°04



Les éditions Caraktère viennent de frapper un grand coup avec ce hors série consacré à la **Bataille de Stalingrad**. Outre une iconographie très fournie, dont beaucoup de photos totalement inédites, cet ouvrage a l'avantage de proposer des articles qui sont de véritables études historiques, allant plus loin que l'inventaire des faits ayant conduit à la déroute la 6ème Armée de Von Paulus. Un hors série qui trouvera sa place dans toutes les bonnes bibliothèques thématique. Enfin, Yannis Kadari et son équipe se sont fait manifestement fait plaisir en proposant une magnifique charte graphique. C'est beau c'est bien documenté et surtout passionnant **14,95 euros en kiosque**

A ne pas manquer



Samourai sur porte avions
Les groupes embarqués Japonais
Michel Ledet - Editions Lela Presse.

J'avais prévu ce mois-ci de dédier mon article à un livre sur la guerre en Bretagne. Mais de passage au service historique de la défense de Brest, j'ai dû abandonner la terre aride du pays bigouden et quitter le goéland si cher à notre amie Sophie Laverdure, pour partir vers le soleil levant, non pour étudier la vie des cormorans, mais pour vous offrir un voyage avec les groupes aériens et les porte avions japonais. Si la littérature sur les porte-avions Américain de la seconde guerre mondiale se révèle abondante, celle portant sur les porte-avions japonais est beaucoup plus clairsemée . Plusieurs explications à cela : l'éloignement géographique des archives d'une part, la barrière de la langue d'autre part (en effet trouver un maître de la traduction de la langue du soleil levant est moins facile qu'on ne le pense; même le traducteur universel qu'est notre ami Prosper Vandenbroucke a déclaré forfait). Si l'histoire du japon fait penser que ce pays a un rôle effacé dans la naissance de l'aviation, il est resté toujours au plus près des innovations aériennes. La Marine Impériale, emboitant le pas à la Royal Navy, va s'intéresser à l'aviation embarquée et en 1919, le premier porte avions japonais, le Hoshu, est mis en chantier au chantier naval Asano de Yokohama avec le concours des Britanniques. L'histoire voudra que ce porte avions survive à la guerre et soit retrouvé, étrangement intact par les américains en 1945. L'histoire aéronavale japonaise, tout le monde la connaît, de Pearl Harbour à la "Great Marianas turkey Shoots", les porte-avions japonais et leurs groupes aériens vont porter haut les couleurs de la Marine Impériale avec des résultats très divers.



Ce livre retrace toute cette histoire, la collecte d'informations a été très dure, car d'une part les "sentokodochosho" sont manuscrits, et d'autre part les vaincus japonais ont peu parlé. L'ouvrage est une réussite. De prime abord, les textes sont de qualité, les gravures et les cartes semblent avoir été dessinées par notre ami Jean Sécardin, tant la recherche et la restitution des détails montrent le souci du détail pour la satisfaction du lecteur. Seul ombre au tableau de ce livre d'environ 600 pages : Son prix de **67 €**. En cherchant ,il doit bien rester quelques étrennes dans les poches.

Sur le web

Les mémoires de Georges Barbary



Les carnets de Thierry Aimé 1940-1945

Thierry Aimé était sergent à la 3ème Compagnie du 43ème Régiment d'infanterie coloniale, unité avec laquelle il sera fait prisonnier en juin 1940. Comme des centaines de milliers de prisonniers de guerre Français, il prendra la route pour le Stalag et cinq ans de captivité où il lui sera donné de voir toutes les facettes de l'esprit humain, le pire comme le meilleur. Aimé Thierry a noirci des dizaines de pages, retraçant sa douloureuse expérience "d'esclave" sur des cahiers d'écolier, qui pendant plusieurs dizaines d'années ont sombré dans l'oubli. Grâce à un don, les archives exceptionnelles et les souvenirs accumulés et rédigés par un soldat parmi tant d'autres vont maintenant connaître une seconde vie. En exclusivité pour les lecteurs du Mag, les cahiers d'Aimé Thierry seront chaque mois, retranscrits par époque, sous forme d'un feuillet littéral passionnant et totalement inédit. Un document à ne manquer sous aucun prétexte car sans aucun doute l'un des plus complets jamais écrits par un prisonnier de guerre. **Rendez vous dès le 1er février.**



>> ACCEDER AU SITE

Né en 1915, Georges Barbary vous propose l'histoire de sa vie à travers ce siècle mouvementé fait de changements politiques, de guerres, d'évolutions sociales et techniques...Témoignage marquant d'un français parmi d'autre, acteur et victime de l'histoire dans un siècle de violence, de progrès et d'espoir....

Le soldat Barbary a gardé tous ses sens en éveil tout au long de son périple, en a fixé la substance et la livre au lecteur à l'état brut, sans aucune démagogie "...On relevait une unité qui ne s'était pas gênée pour s'introduire dans les habitations...On prenait paraît-il leur succession dans les maisons "vides", mais pillées, il faut le dire. La Commission avait préservé une grande partie des biens, mais les unités ayant toujours des besoins s'étendaient comme des chancres...Les malheurs de la Guerre ne datent pas d'aujourd'hui. Avez-vous vu un logis "visité", occupé à l'insu de ses propriétaires ?...c'est un cambriolage : tout gît à terre, épars, dispersé, déployé ; tiroirs renversés, armoires béantes, meubles fracturés, pauvres choses, pieux souvenirs piétinés... Chambres à coucher aux lits souillés ; tout, tout vidé de leur contenu...meubles, fourneaux, cuisinières transportés dans la forêt, aux Postes de Commandement, ou même dans les abris... Pauvres alsaciens ! comment pouvez-vous aimer ces maquereaux de soldats français ? Oui je vous le jure, les soldats ne sont pas toujours les représentants de cette belle et grande France que l'on voudrait si pure...des mots tout cela..."

Nous avons lu les mémoires de Georges Barbary d'un seul trait tant on est captivé d'emblée par un récit qui ne laisse pas le temps de souffler, mais fait réfléchir. Le parcours de l'auteur mérite un infini respect : prisonnier de guerre dans un Stalag, il parvient à s'évader : la France, la Gendarmerie, la résistance, l'épuration. Non seulement les écrits de Georges Barbary sont passionnants, mais la charte graphique du site est magnifique.

Les dossier du Mag



1° PARTIE : ODESSA "made in USA"
Traductions de Sophie LAVERDURE et Prosper VANDENBROUCKE

Dans l'implacable mise en œuvre du génocide et du pillage systématique des pays occupés, le IIIème Reich a fait preuve d'un sens de l'organisation à toute épreuve. La Schutzstaffel (SS), qui s'était particulièrement illustrée dans la mise en œuvre de la Solution Finale, ne pouvait douter que ses responsables seraient poursuivis lorsque leurs forfaits seraient découverts. Avant la fin de la guerre, les hauts gradés du régime nazi mirent en place un réseau secret : ODESSA (Organisation Der Ehemaligen SS-Angehörigen = Organisation des anciens membres de la SS). Cette organisation occulte avait plusieurs buts : faciliter la fuite des criminels de guerre et leur insertion dans les pays d'accueil ; organiser la défense de tout SS traduit devant les tribunaux et discréditer la justice Ouest Allemande lorsqu'un ancien camarade était poursuivi ; mener une propagande auprès des Allemands dans le but de persuader la population que les SS n'étaient que des soldats, des patriotes faisant leur devoir, ne méritant en aucun cas les persécutions judiciaires.

Par la suite, les ambitions d'Odessa s'étendirent à des buts plus politiques, aussi bien en Allemagne qu'à l'étranger : il s'agissait de mettre en place les bases du IVème Reich en intégrant les anciens SS dans la nouvelle République Fédérale (créée par les Alliés en 1949), en noyautant et en infiltrant les différents partis politiques, d'aider ses membres à s'insérer dans l'industrie et le commerce afin de bénéficier du miracle économique de la nouvelle République. A l'étranger, et plus spécifiquement dans les pays qui accueillirent ces "réfugiés" d'un genre bien particulier, le but de l'organisation était l'intégration des nazis dans toutes les sphères d'influence. Loin d'être une pure fiction, on verra que cette "assimilation" réussit au-delà de toute espérance et se fit jusque dans les hautes sphères les plus diverses : gouvernements, services diplomatiques, services secrets, organisations et industries civiles et militaires, industries nucléaires et spatiales... et sur tous les continents.

D'une manière générale, ODESSA a atteint presque tous ses buts. Si les membres soupçonnés d'appartenir à l'organisation secrète ont toujours nié son existence et que bien des Allemands sont convaincus qu'elle n'existe pas, il n'en reste pas moins que des centaines de nazis se sont "volatilisés" pour

réapparaître dans des pays où les traités d'extradition étaient quasi inexistant. Dans l'Allemagne de la fin de la guerre, un grand nombre de nazis se fondent dans la masse des prisonniers à la faveur de noms d'emprunt parfois transparents. La plupart tentent de profiter de l'important flux migratoire pour émigrer clandestinement - ou non - vers des lieux plus cléments.



Klaus BARBIE

C'est ainsi que des hauts dignitaires du régime nazi tels qu'**Adolph EICHMANN**, **Joseph MENGELE**, **Erich PRIEBKE**, **Martin BORMANN**, **Klaus BARBIE**, **Aloïs BRUNNER** - pour ne citer que les plus tristement célèbres - réussirent à s'évanouir de la surface de la terre, munis de passeports de diverses nationalités.

D'autres, comme **Otto SKORZENY**, **Alfred NAUJOCKS** ou **Reinhard GEHLEN** seront soupçonnés d'être des membres actifs d'ODESSA sans qu'aucune preuve ne vienne corroborer ces soupçons. Combien furent-ils à profiter de cette filière d'évasion et combien prirent une part active à l'organisation ? Nul ne le sait exactement. Mais, en étudiant de près certaines accointances, on peut supposer qu'une fois à l'abri, certains évadés devinrent à leur tour organisateurs.

L'existence d'ODESSA suscite une large controverse chez les historiens. En 1974, l'historienne **Gitta SERENY**, écrit qu'ODESSA n'a jamais existé dans son livre "Into that darkness", basé sur des entretiens avec l'ancien SS Franz Stangl (commandant du camp de Treblinka). Selon elle, "les procureurs de l'Autorité Centrale pour la Recherche des Crimes Nazis de Ludwigsburg, qui connaissent précisément comment l'existence après-guerre de certains individus en Amérique Latine a été financée, ont fouillé de fond en comble leurs milliers de documents mais ils ont été totalement incapables d'attester de l'existence d'Odessa. Non que cela soit très important : il y a certainement eu différentes organisations d'aide au nazis après la guerre - il aurait été étonnant qu'il n'y en ait pas eu". Lors des entretiens qu'elle a eus avec Stangl, celui-ci a nié avoir connaissance d'un groupe nommé ODESSA.

Des biographies plus récentes d'Eichmann ou de Himmler, fondateurs présumés d'Odessa, ne font elles non plus aucune mention d'une telle organisation. En revanche, l'historienne hongroise identifie de façon certaine l'évêque autrichien **Aloïs HUDAL** comme principal agent ayant aidé des nazis à fuir l'Italie pour se réfugier en Amérique du Sud. L'émérite chasseur de nazis **Simon WIESENTHAL** trouve quant à lui bien réelle l'organisation secrète. Le fondateur du Centre **Simon Wiesenthal (1)** (dont l'une des tâches est la recherche de criminels contre l'humanité) date même sa création à 1946. Dans les années 80, la télévision allemande ZDF a diffusé différentes interviews d'anciens SS qui affirment que l'organisation décrite par Simon Wiesenthal n'a jamais été constituée d'un seul réseau mais de plusieurs organisations publiques ou cachées qui sont venues en aide aux anciens SS.

Dans son livre "*Martin Bormann : un nazi en exil*", le journaliste américain **Paul MANNING** valide l'existence d'ODESSA à plusieurs reprises. Il estime à "plus de 10 000 anciens militaires allemands ont fait le voyage vers l'Amérique du Sud en suivant les chemins d'évasion d'ODESSA et de Deutsche Hilfsverein (littéralement : Association allemande d'aide) Qu'ils aient ou non existé sous ce nom, il ne fait aucun doute que des réseaux d'anciens nazis ont bien fonctionné. A entendre les véhémentes dénégations de certains anciens SS, on ne peut que s'interroger : si ODESSA n'avait aucune réalité, pourquoi dépenser autant d'énergie à nier ce qui n'existe pas ? S'agissant d'une organisation aussi secrète, et dont la survie même dépendait de la clandestinité, il est extrêmement difficile d'apporter la moindre preuve. Ce qui suit est donc basé sur le recoupement de certaines informations vérifiées et de rumeurs (invérifiables par nature), dont certaines sont basées sur des hypothèses ou des déductions qui semblent plus que plausibles.

Ces milliers (!) d'anciens nazis auraient sans doute coulé des jours tranquilles sans être inquiétés si d'anciens déportés, des avocats, des journalistes, des historiens, des détecteurs privés, n'avaient patiemment tissé un réseau de recherche des anciens criminels contre l'humanité. Ces "chasseurs de nazis" ont permis de mettre en évidence un certain nombre de filières d'évasion et, dans certains cas, ont réussi l'improbable pari de traîner ces criminels devant des tribunaux - parfois au terme d'un délai de 60 ans - à faire abroger des décrets et ratifier des lois internationales et, d'une façon générale, à impliquer les gouvernements dans leurs recherches.



Carte d'identité bolivienne de Barbie sous le nom de Klaus ALTMANN HANSEN lorsqu'il était officier de la police secrète

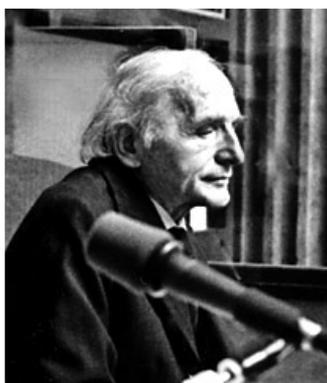
UNE FICTION PLUS VRAIE QUE NATURE

Le nom d'ODESSA est révélé au grand public en 1972, lorsque le journaliste anglais Frederick Forsyth publie un roman intitulé "The Odessa File". Correspondant de l'Agence Reuters en Allemagne de l'Est et en Tchécoslovaquie pendant 4 ans, puis correspondant diplomatique pour la BBC de 1967 à

1968 au Biafra, Forsyth est donc parfaitement informé du fonctionnement des réseaux politiques allemands et du Moyen Orient. Devenu romancier, il relate dans une fiction - mais en est-ce une ? - l'aventure d'un jeune journaliste au cœur d'une traque aux criminels nazis. A la suite de la publication de ce roman, qui devint vite un best-seller, certains anciens nazis, sans doute dans le souci de prouver que le récit de Forsyth n'était qu'affabulation, ont éprouvé le besoin de déclarer que si des réseaux ont bien existé, ils étaient moins formels que le roman de Forsyth ne le laisse entendre et qu'aucun de ces réseaux ne portait le nom d'ODESSA...

Si d'aucuns ont jugé que l'imagination du romancier était fertile et que son livre n'était que pure fiction, il convient de rappeler cette note, écrite par Forsyth lui-même : *"Il est de tradition pour les auteurs de remercier ceux qui l'ont aidé dans la composition d'un livre, particulièrement sur un sujet difficile, et ce faisant, de les nommer. Tous ceux qui m'ont assisté, qu'elle qu'en soit la manière, en m'aidant à obtenir les informations pour écrire "Le dossier Odessa" ont droit à ma profonde reconnaissance, et si je ne les nomme pas, c'est pour trois raisons. Certains, anciens membres des SS, ne savaient pas à l'époque à qui ils parlaient ou que ce qu'ils disaient servirait à écrire un livre. D'autres ont spécifiquement demandé que leurs noms ne soient pas mentionnés en tant que sources d'information sur les SS. Dans d'autres cas, la décision de ne pas citer leurs noms est la mienne, et en faisant cela, j'ai plus le souci de leur sécurité que de la mienne".*

Près de 30 ans après la Guerre, les consciences sont peut-être enfin prêtes à entrouvrir l'un des dossiers les plus secrets de l'histoire du IIIème Reich. A la suite de Forsyth, des cinéastes vont s'empresser de narrer l'histoire de cette puissante organisation secrète, cette Rattenlinien (littéralement "lignes des rats" en allemand) digne d'un roman d'espionnage qui implique diplomates, gouvernements, ecclésiastiques, militaires, à tous les échelons des Etats. Deux ans après, une première adaptation cinématographique du livre de Forsyth apparaît sur les écrans. Caution supplémentaire, le script a été écrit en collaboration avec Simon Wiesenthal. En 1976, sur ce même thème d'évasions en réseaux organisés, John Schlesinger signe le haletant thriller "Marathon man".

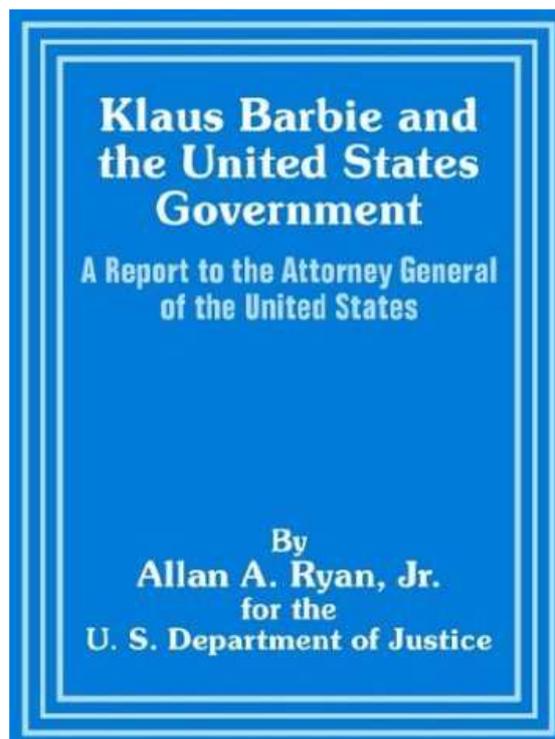


Barbie lors de son procès à Lyon en 1987

La brèche est désormais ouverte auprès du public. Reste à démêler l'écheveau complexe des réseaux qui ont permis à tant de nazis de "disparaître" à la fin de la Seconde Guerre Mondiale. Un long travail de fourmi qu'accomplissent les chasseurs de nazis qui continuent à accumuler les preuves et finissent par remonter la piste des criminels de guerre. Ainsi, dans les trente années qui vont suivre, de nouvelles révélations et beaucoup de présomptions vont dévoiler au moins trois axes de recherche : les agissements parfois nébuleux des services secrets nord-américains, le rôle trouble joué par certains ecclésiastiques et l'accommodante cécité - ou le cynisme - de dirigeants d'Amérique Latine. Si la réalité d'ODESSA reste sujette à controverse, l'Occident incrédule découvre que les filières d'évasion et les protections conduisent droit au cœur des institutions gouvernementales. Celles-la même qui avaient lutté au nom de la liberté et contre la dictature d'Hitler et de ses sbires...

Les recherches de Serge et Beate Klarsfeld, avocats franco-allemands qui traquent eux aussi les criminels de guerre, les mettent sur la piste de Klaus Barbie (2) - alias Klaus Altmann. Le "bourreau de Lyon" est repéré en Bolivie. Ils mettent alors tout en œuvre pour capturer le tortionnaire et le ramener en France où une instruction pour crime de l'humanité est en cours. Menacé de toutes parts, le couple échappe en juillet 79 à une tentative d'assassinat qui sera revendiquée par des individus se réclamant d'ODESSA. Après de longs mois d'efforts infructueux, Barbie est enfin extradé de Bolivie le 5 février 1983 à destination de la France.

Le même jour, la chaîne de télévision américaine NBC diffuse une interview d'un universitaire américain, Erhard Dabringhaus, qui affirme devant des millions de téléspectateurs médusés que les services secrets états uniens ont employé Barbie juste après la guerre. Il donne même des détails : Barbie aurait été payé 1700 dollars par mois. Comment Dabringhaus peut-il connaître de tels détails ? Tout simplement parce qu'il fut l'officier traitant de Barbie au CIC (Counter Intelligence Corporation)³ dans l'Allemagne occupée par les Alliés ! Dabringhaus va plus loin encore, il affirme qu'à l'époque les agents des services secrets français lui ont demandé à deux reprises si les Etats Unis savaient où se trouvait Barbie : *"Ils avaient entendu dire que nous savions quelque chose sur lui et j'ai reçu l'ordre de mon propre quartier général de ne rien dire, que nous ne savions rien de lui."* Le peuple américain est profondément choqué par ces révélations.



Le Rapport RYAN de 218 pages rendu le 2 août 1983

Le 7 mars, neuf membres du Congrès somment le Président Ronald Reagan d'ouvrir des investigations sur le cas Barbie "pour tirer au clair une fois pour toutes la position des Etats Unis sur les criminels de guerre nazis et savoir si les agences américaines ont, sciemment ou non, fourni une protection à Barbie et à d'autres". Mais l'Attorney Général (ministre de la Justice) William French Smith tente d'annihiler toute possibilité d'investigation : "Puisque Barbie ne résidait pas ici, et sur la base d'une seule source, le procureur général voit peu de possibilités de poursuites et ne veut pas que le Département de la Justice se transforme en département de recherche historique". Le lendemain 8 mars, le *New York Times* publie un article de son envoyé spécial à Washington : "Le département de la Justice a trouvé des preuves qui étayent un rapport selon lequel Klaus Barbie [...] a fait plusieurs voyages de son refuge bolivien aux Etats Unis en 1969 et 1970 [...] Mais l'Attorney Général William French Smith, après avoir été avisé de ces découvertes, mit fin à l'action entreprise par le Département de la Justice". Un officier fédéral déclara que les visites de Barbie étaient en relation avec ses affaires en tant que copropriétaire de la Transmaritima Boliviana, compagnie maritime bolivienne gouvernementale. Il ajouta qu'il n'y avait rien dans le dossier qui indiquât que ces visites avaient un quelconque rapport avec les services secrets américains.

L'opinion publique américaine est sérieusement ébranlée : on lui avait toujours montré les services secrets américains parachutés sur la France pour combattre les nazis. Etait-il possible que ces mêmes dirigeants nazis, traduits au procès de Nuremberg, aient été recrutés par les Etats Unis qui les auraient dérobés à la justice française ? Et si c'était le cas, y en avait-il d'autres que Barbie ? Jusqu'à quel point l'Oncle Sam était-il impliqué dans l'évasion de Barbie vers la Bolivie ? Et après cette fuite, les services secrets avaient-ils continué à employer Barbie ? Autant de questions dont les services secrets se seraient bien passés, eux qui étaient bien placés pour savoir que les Etats Unis avaient recruté non pas un, mais des milliers de nazis, dont certains plus importants que Barbie. Si toute l'histoire était révélée au grand jour, et d'un seul coup, cela pouvait discréditer la politique étrangère américaine. Désormais, tout pouvait arriver : Dabringhaus avait surgi de nulle part, d'autres agents du CIC allaient-ils parler ?

Nouveau rebondissement le 13 mars, le Miami Herald divulgue une information venant de sources diplomatiques et de marchands d'armes : Barbie aurait utilisé un passeport diplomatique bolivien pour se rendre aux Etats Unis négocier des armes. Dans les années 70 il aurait acheminé par voie maritime 100 chars légers venant d'Autriche, selon ces mêmes sources diplomatiques. Non seulement Barbie était donc un agent du gouvernement bolivien habilité à négocier des armes pour équiper l'armée régulière, mais en plus il était bien connu des services diplomatiques... La Bolivie ne pouvait pas ignorer que Barbie était recherché par la France. Pourquoi a-t-elle pris le risque d'encourir l'opprobre international en cachant ce criminel, en l'associant à sa compagnie maritime nationale et en lui donnant des lettres de créance diplomatiques ? Il n'est pas impensable qu'elle ait reçu l'assurance que les Etats Unis s'interposeraient en cas de problèmes avec la France. Le 14 mars, le *New York Times* laisse transpirer une information selon laquelle le conseiller à la Sécurité Nationale William P. Clark aurait fait pression sur le Procureur Général français pour le dissuader de chercher à en savoir plus au sujet des liens entre Barbie et les Etats Unis.

A ce point de tension, la politique étrangère américaine est sur la sellette. Il devient clair que le public va vouloir en savoir d'avantage sur les rapports entre les Etats Unis et les nazis. La question qui se pose est de savoir ce que vont découvrir les journalistes et ce qu'ils comptent en faire. Si les révélations continuent à faire surface tandis que l'Attorney General Smith fait obstruction à toute investigation, l'opinion publique risque de conclure qu'il y a dissimulation, qu'on lui cache des faits et supposer que le cas Barbie n'est que la partie émergée de l'iceberg que constitue le recrutement des nazis par les Etats Unis. Il devient donc urgent d'aborder le problème d'une toute autre manière.

Pour commencer, il convient d'empêcher les anciens agents du CIC de déballer tout ce qu'ils savent sur les chaînes de télévision. Ce qui est fait en faisant savoir que toute personne confessant qu'elle avait travaillé avec un criminel de guerre en connaissance de cause sera sujette à des poursuites judiciaires. Méthode dissuasive très efficace. Mais plus urgent, il faut au plus vite convaincre le public américain qu'il n'y a aucune dissimulation. Un public qui aimerait s'entendre dire que ses services secrets (la CIA) ne se sont pas construits sur des relations contre-nature avec des nazis. Pour ce faire, il faut que les officiels s'expriment sur chaque révélation faite à propos de Barbie. Une volte-face du gouvernement s'impose donc. Et pour que tout soit sous contrôle et l'affaire définitivement enterrée, les services secrets doivent eux-mêmes demander l'ouverture d'investigations.

Après les révélations fracassantes de la presse, la fiabilité de la communauté de l'Intelligence était hautement critiquable et critiquée. Il fallait donc trouver une personne dont la crédibilité serait sans faille auprès du public et composer un rapport qui mélangerait habilement mensonges et demi vérités. Toutes ces cogitations se font "à l'américaine", c'est-à-dire très rapidement et de façon professionnelle. On peut présumer que les agents des services secrets planchaient depuis plusieurs jours sur un plan pour enrayer la spirale des révélations incontrôlables. Le résultat de ce travail ne se fait pas attendre puisque ce même 14 mars, le gouvernement américain opère un revirement magistral : non seulement les relations entre Barbie et les services secrets ne sont plus purement d'intérêt historique mais une vaste enquête est diligentée, conduite par Allan A. RYAN : "Nous examinons ces allégations avec beaucoup d'attention et un rapport préliminaire des dossiers gouvernementaux indique que ces allégations ont suffisamment de mérite pour garantir une investigation d'ensemble" déclare dans un communiqué le Département de la Justice.

L'homme de la situation se nomme Allan A. RYAN. Ancien chef de l'OSI (Office of Special Investigations) - une division du département de la Justice chargée de renvoyer les nazis entrés illégalement aux Etats Unis après la guerre - il apparaît comme le champion des poursuites contre les nazis immigrés : rien que

dans les cinq derniers mois qui précèdent cette délicate "affaire Barbie" ses déclarations ont été citées à sept reprises dans les très sérieux Washington Post et New York Times. Son image auprès du public est celle d'un anti-nazi notoire. Après avoir rapidement examiné quelques dossiers, il déclare qu'"il est évident que les charges sont sérieuses".

Dans un contexte tendu où chaque semaine apporte de nouvelles révélations, plus explosives les unes que les autres, RYAN mène ses investigations aux Etats Unis et dans le monde entier. Il réalisera plus de 200 entretiens à l'étranger et au terme de 5 mois d'enquête, il rend son rapport le 2 août 1983. Fait surprenant de la part d'un gouvernement qui déclassifie au compte-gouttes et ne publie en général que des documents largement censurés - habitude dont se plaignent régulièrement les associations de déportés - le Département de la Justice publie l'intégralité de ce rapport de 218 pages sur "les relations entre Klaus Barbie et le gouvernement des Etats Unis".

KLAUS BARBIE AND THE UNITED STATES GOVERNMENT

A Report to the Attorney General Of the United States

Submitted by:

Allan A. Ryan Jr.

Special Assistant to the Assistant Attorney General

Criminal Division

United States Department of Justice

U.S. Department of Justice
Criminal Division
Assistant Attorney General
Washington, D.C. 20530
August 2, 1983

Memorandum to the Attorney General

As the investigation of Klaus Barbie has shown, officers of the United States government were directly responsible for protection of a person wanted by the government of France on criminal charges and in arranging his escape from the law. As a direct result of that action, Klaus Barbie did not stand trial in France in 1950; he spent 33 years as a free man and a fugitive for justice, and the fact that he is awaiting trial today in France is due entirely to the persistence of the government of France and the cooperation of the present government of Bolivia.

It is true that the obstruction of the efforts to apprehend and extradite Barbie were not condoned in any official sense by the United States government. But neither can this episode be considered as merely the unfortunate action of their official duties. Their actions were taken not for personal gain, or to shield them personally from liability or discipline, but to protect what they believed to be the interests of the United States Army and the United States government. Under these circumstances, whatever may be their personal culpability, the United States government cannot disclaim responsibility for their actions.

Whether Barbie is guilty or innocent of the crimes with which he is charged will be decided by a French court. But whatever the verdict, his appointment with justice is long overdue. It is a principle of democracy and the rule of law that **justice delayed is justice denied**. If we are to be faithful to that principle - and we should be faithful to it - we cannot pretend that it applies only within our borders and nowhere else. **We have delayed justice in Lyon.**

I therefore believe it appropriate, and I so recommend, that the United States government express to the government of France its regret for its responsibility in delaying the due process of law in the case of Klaus Barbie. We should also pledge to cooperate in any appropriate manner in the further investigation of the crimes for which Barbie will be tried in France.

This is a matter of decency, and of honorable conduct. It should be, I believe, the final chapter by the United States in this case.

Allan A. Ryan, Jr.
Special Assistant to the
Assistant Attorney General

Lettre d'Allan A. RYAN, Jr au chef de cabinet du Ministre de la Justice accompagnant le rapport : "la justice retardée est un déni de justice"... "Nous avons retardé la justice de Lyon"

Ce "Rapport Ryan" est articulé autour de 4 questions centrales :

- la décision de recruter des nazis a-t-elle prise par des agents subalternes ou à la tête des services secrets ?
- Les services secrets savaient-ils que Barbie était recherché pour des crimes de guerre lorsqu'ils l'ont employé ?
- Barbie fut-il le seul criminel que les Etats Unis aidèrent à s'échapper d'Europe ?
- Les services secrets ont-ils continué à travailler avec Barbie après son installation en Bolivie ?

Et il répond en substance :

- Que la confirmation que le CIC a bien recruté Barbie en Allemagne après la Seconde Guerre Mondiale et l'a soustrait pendant 4 ans aux autorités françaises impatientes de le poursuivre.
- Que l'utilisation de Barbie aurait commencé dans la confusion de l'immédiat après-guerre, lorsque l'attention des Américains se détournait de la défaite à l'ennemi fasciste pour s'intéresser à un champ de bataille idéologiquement plus subtil (en clair, le communisme). Tandis que la CIA était en train de se créer, l'Armée devait faire face à l'accablante tâche de créer de toute pièce un réseau européen d'informateurs pour espionner aussi bien la nouvelle Allemagne que les URSS et les autres puissances occupant l'Allemagne.

Pour ce faire, elle s'est tournée vers les anciens services secrets et la police d'Hitler. Placé en sécurité dans une maison d'Augsbourg en Bavière, Barbie a mis sur pied un précieux réseau d'informateurs infiltrés dans les services secrets soviétiques, français et dans le Parti Communiste Allemand. Comme les recherches françaises étaient en passe d'aboutir, l'unité des services secrets basée à Francfort tint une réunion le 4 Mai 1950 et là, souligne Ryan : "une décision calculée et injustifiable" de continuer à utiliser Barbie fut prise, mais en dissimulant ce fait aux instances supérieures.

Ainsi, le Haut Commissaire américain pour l'Allemagne, John J. McCloy, déclara aux français que l'armée ne savait rien au sujet de Barbie. Ryan précise que la demi-douzaine d'officiers du CIC impliqués dans cette dissimulation justifiaient leur décision en disant que l'arrestation de Barbie aurait compromis les services secrets américains. Comme la tête de Barbie était réclamée de façon de plus en plus pressante, les services américains projetèrent son évasion. Ils utilisèrent un réseau clandestin baptisé la "rat line" (littéralement route des rat), dirigé par l'énigmatique prêtre croate nommé Père Krunoslav Draganovich. Ce prêtre aidait les dissidents croates à s'enfuir et, pour des émoluments exorbitants, il procurait des passeports de la Croix Rouge Internationale, des visas sud-américains pour les transfuges soviétiques et les sources des services secrets américains en péril (i.e les informateurs nazis).

- Que les protecteurs de l'armée américaine de Barbie l'ont bien aidé à s'échapper en Bolivie en 1951 : Barbie, voyageant avec un passeport établi au nom de Klaus Altmann, quitta Gênes (Italie) en mars 1951 avec sa femme et ses deux enfants sur un bateau en partance pour l'Amérique du Sud. De

là, selon le rapport, les USA n'auraient plus eu de contact avec lui. Ryan utilisa cette expression : "They just kissed him and said goodbye" (littéralement : "ils l'ont juste embrassé et ont dit au revoir").

- Que l'armée songea deux fois à réactiver Barbie au milieu des années 60 pour une nouvelle opération des services secrets en Amérique Latine. Mais les objections de la CIA furent si catégoriques que le projet fut abandonné. Barbie vint ensuite 2 fois aux Etats Unis, en 1969 et 1970. Etant titulaire d'un passeport diplomatique bolivien et actionnaire d'une compagnie maritime, ce qui lui donnait droit à un visa d'entrée sur le territoire des USA provenant de l'Ambassade américaine à La Paz. Puisque le nom de Klaus Altmann n'apparaissait pas sur la liste de surveillance des services d'Immigration et de Naturalisation américains, il entra et sortit du territoire américain sans difficulté.

CONTROL NUMBER
Gen Gen

RESTRICTED
OFFICE OF THE U.S. HIGH COMMISSIONER FOR GERMANY CN-15391

INCOMING MESSAGE

RESTRICTED ACTION: GEN COUNSEL 7
ROUINE INFO : EXEC SEC 3
PCL AFF 4
BERLIN 2
BCNH 5
HEIDELBERG 1
CE 6
RECORDS 2
FILE 1

REC'D 160640 Nov 49

FROM : SECSTATE

TO : HICOG FRANKFURT

SFL NO : 2734

ORIG/DTG : 15 Nov 49 4:PM

ACTION COPY

3216

Department has received French note November 7, 1949 setting in substance:

I. Barbie Klaus, German national, former chief Section 4 of SD, Lyons, is being prosecuted before permanent military tribunal Lyons for war crimes. 2 warrants his arrest issued August 1 and September 12, 1945. Several months ago officials French Surete Nationale with rogatory commission in treason case interrogated Barbie American Zone. French judge in Gestapo case Lyons, through French justice officials Baden-Baden insisted again to American authorities Barbie be surrendered. Despite repeated approaches American authorities have not arrested and surrendered him. Gestapo war crimes Lyons constitute one of most important war crimes cases tried France. If judgement rendered when one principal accused still in American Zone, counsel for other accused will surley make fact known stating American authorities have refused surrender. Press would comment and French public opinion be greatly upset. Reference made to assurances given in US notes May 23 and July 20, 1949 (Deptel 426, April 13, Urtel 555 April 19, Dept A-322, August 5) and to fact that facts regarding Barbie are established. Barbie's arrest and surrender requested Department proposes reply that matter should be taken up first instance with HICOG. Do you have objections such reply? As indicated Deptel 1872, September 30, Department feels extradition should be handled Tripartite basis.

425 13 APR 49 CN-4510
555 19 APR 49 CN-2376
- 1872 30 SEPT 49 CN-9636

WEBB
RETURN TO THE RECORDS RM 940

CN-15391 16 November 49 GD/adh SFL NO: 2734

RESTRICTED

fm HICOG - 10s
(20 Oct 49) **INCOMING RESTRICTED MESSAGE**

Note interne du Secrétariat d'Etat au Haut Commissariat Américain pour l'Allemagne (HICOG) - à usage restreint - en date du 15 novembre 1949 : "Le juge français chargé du dossier de la Gestapo de Lyon, a encore insisté via les officiels [français] de la Justice à Baden-Baden auprès des autorités américaines pour la reddition de Barbie. En dépit de ces contacts répétés, les autorités américaines n'ont pas arrêté ni remis Barbie. L'affaire des crimes de guerre de la Gestapo lyonnaise constitue l'un des cas de crimes de guerre les plus importants jugés en France. Si le jugement est rendu alors que l'un des principaux accusés est toujours en zone américaine, l'avocat des autres accusés fera sûrement valoir comme fait établi que les autorités américaines ont refusé de le remettre. La presse commentera et l'opinion publique française sera profondément bouleversée."

Selon Ryan, la décision initiale de 1947 d'employer Barbie était "défendable". Si le CIC connaissait le passé de Barbie à la Gestapo, il n'était pas officiellement informé, jusqu'en 1949, qu'il était considéré comme un criminel de guerre. Des experts du "cas Barbie" à Paris restèrent sceptiques sur l'innocence du CIC, arguant que la réputation de Barbie était connue en 1944. Sur les 6 membres du CIC impliqués dans l'opération Barbie, seuls deux étaient encore en vie lors de la publication de ce rapport. L'affaire était maintenant officiellement close aux USA. Et Ryan d'espérer que cette leçon de morale et de responsabilité légale allait durer : "Il n'est pas naïf de croire que nous avons vu la fin d'une attitude où tout est permis". Il accorde donc que l'armée est coupable "d'obstruction à la justice et d'acte illégal". Et il précise : "la justice retardée est un déni de justice. Nous avons retardé la justice de Lyon."

Pour accompagner ce rapport, le Département d'Etat (ministère des affaires étrangères) a envoyé une note de pure forme à l'ambassade de France à Washington exprimant les "profonds regrets" du rôle des USA. En France où Barbie, alors âgé de 69 ans, attendait en prison son procès, la réaction officielle a été plutôt bourru et Max Gallo, porte-parole du Président François Mitterrand, s'est exprimé en ces termes : "quoique franc, le rapport américain conduit à déplorer les pratiques qui ont permis à un criminel nazi d'éviter la justice pendant longtemps".

LE MOIS PROCHAIN :
2° PARTIE : VATICAN CONNECTION

NOTES :

1 - Simon Wiesenthal Center de Los Angeles <http://www.wiesenthal.com>
en Europe <http://www.wiesenthal-europe.com>

2 - Klaus Barbie devient en 1943 le chef de la Gestapo de la région Lyonnaise. Surnommé "le Bourreau de Lyon", il fera torturer et exécuter de nombreux résistants, dont le plus célèbre est Jean Moulin. Il donnera l'ordre de déporter des milliers de Juifs au camp de Drancy, dernière étape avant Auschwitz.

Parmi les 17 chefs d'inculpation pour crime contre l'humanité figurent :

- La rafle de l'Union Générale des Israélites de France du 9 février 1943, 86 personnes seront arrêtées et déportées.
 - La rafle des enfants d'Izieu le 6 avril 1944, 46 personnes dont 41 enfants seront déportées
 - Le dernier convoi du 11 août 1944 à partir de France. Barbie organise son départ directement depuis Lyon vers Auschwitz : 600 personnes dont 308 Israélites.
- Déclaré coupable sans circonstances atténuantes des 17 crimes contre l'humanité dont il est accusé, Barbie est condamné le 4 juillet 1987 à la réclusion criminelle à perpétuité.
- 3 - CIC Counter Intelligence Corporation, organisme de l'Armée américaine situé en zone occupée de l'Allemagne, chargé de la "dénazification" de 1945 à 1948

Les dossier du Mag

LE 761st TANK BATTALION par Eric Giguère



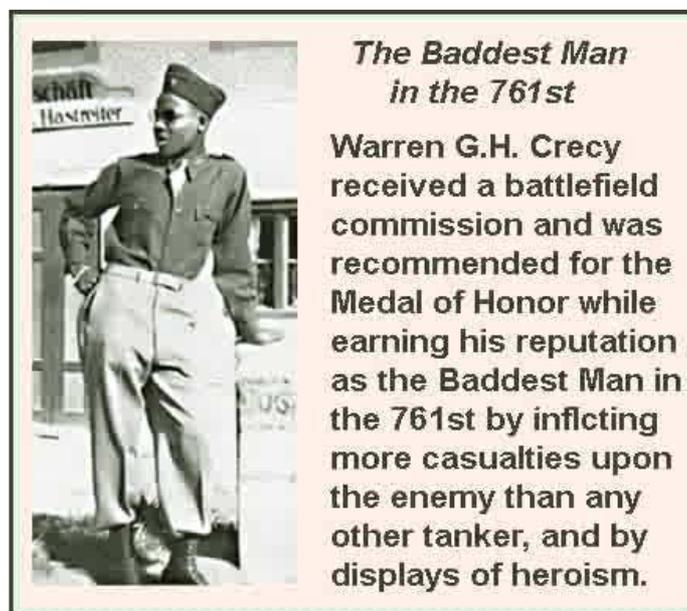
7 décembre 1941, le Japon attaque sournoisement les États-Unis d'Amérique au moyen d'un raid dévastateur sur Pearl Harbor. Le président Roosevelt fait alors un discours qui réveille la fibre patriotique des Américains et, se joignant aux blancs, des milliers de noirs affluent vers les centres de recrutement avec le désir de servir et de se battre pour leur pays. Un obstacle majeur se dresse cependant devant ces Afro-américains : On ne veut pas les voir combattre aux côtés des hommes de race blanche ! Lors de la Première Guerre mondiale, Woodrow Wilson, alors président des États-Unis, est un raciste déclaré. Il préfère faire don des troupes de couleur aux Français plutôt que de les voir sous l'uniforme américain. Les Français ont du mal à comprendre cette attitude mais acceptent volontiers cette aide inespérée. L'histoire a pourtant prouvé dans le passé que les noirs savent être d'excellents soldats et ce dès les premiers conflits qui ont secoué les USA. Pendant les deux guerres d'Indépendance contre les Britanniques, lors de la guerre de Sécession opposant les Nordistes aux Sudistes, ou encore la guerre hispano-américaine, l'aptitude des Afro américains fut maintes fois avérée.



- 1ère Partie : Naissance des Black Panthers -

Malgré les manifestations de la communauté noire et ses protestations justifiées, les États-Unis conservent cette politique raciale alors que, malgré cela, ils vont combattre les idéologies racistes de l'Allemagne nazie ! Robert Byrd, qui sera nommé plus tard au Sénat déclare même dans une lettre adressée à cette institution: **«Je préférerais voir les États-Unis perdre cette guerre et mourir moi-même plutôt que de me battre aux côtés d'un noir.»** Heureusement, les Américains ne pensent pas tous de cette façon et la communauté noire peut compter sur une alliée de taille en la personne d'Eleanor Roosevelt, la femme du président, qui appuie leur cause énergiquement.

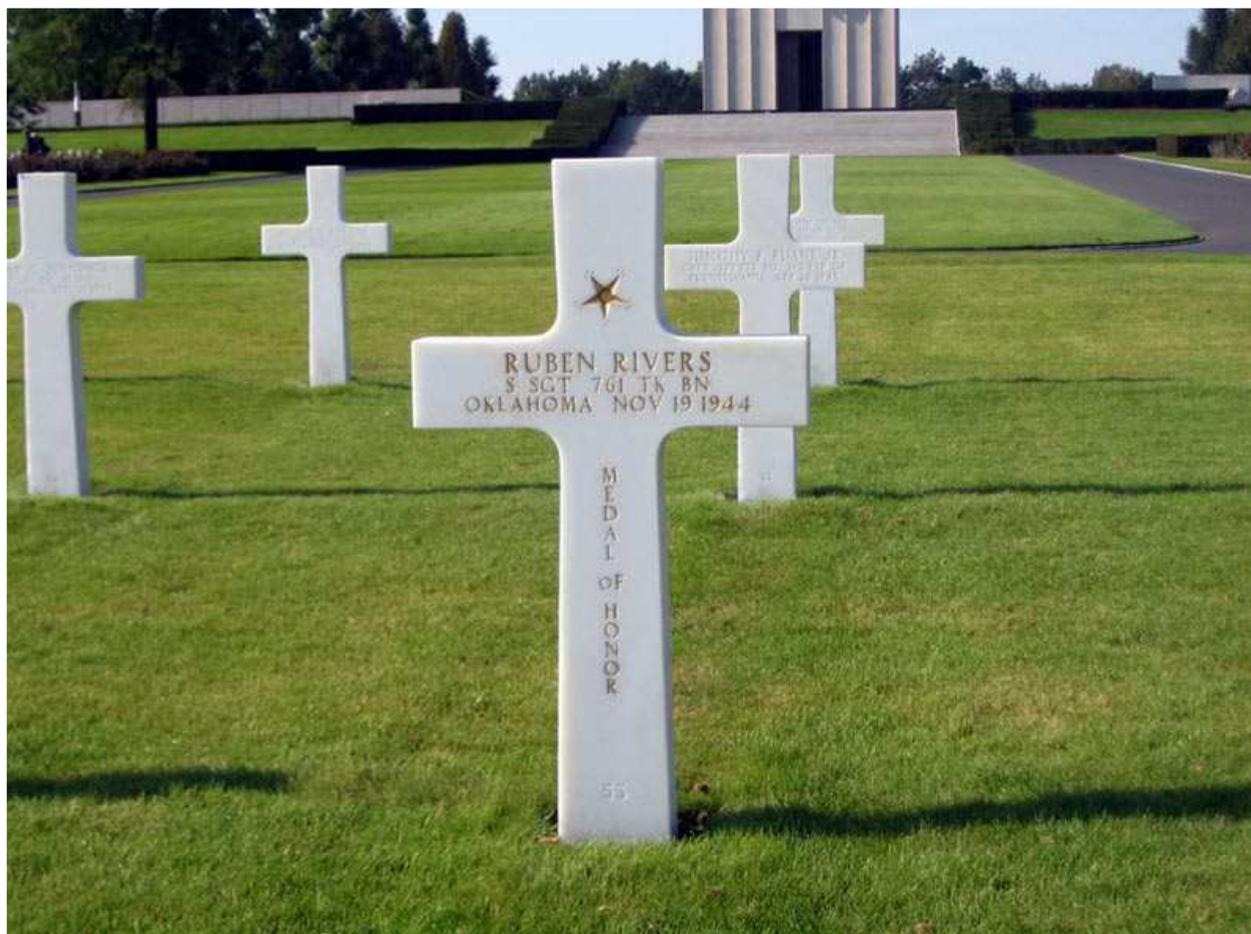
Franklyn D. Roosevelt ne peut se permettre de diviser le pays à son entrée en guerre et, sous la demande du Général Leslie J. McNair, décide donc d'y aller d'un compromis en permettant la formation d'unités symboliques composées uniquement d'hommes de race noire. En mars 1941, depuis Fort Custer Michigan, 98 hommes dirigés vers Fort Knox Kentucky pour s'entraîner au maniement des blindés. En juin 1941, ils deviennent le premier bataillon de chars de l'Armée américaine nommé: 758th Tank Battalion (Light). Après 3 mois d'entraînement à maîtriser les différentes facettes de l'arme blindée (chars, radios, mécanique), ils sont déplacés au Camp Claiborne en Louisiane. Le **761st Tank Battalion** (Light) allait bientôt voir le jour ! Tous les soldats sont noirs sauf les officiers plus haut gradés comme Philip Latimer qui sont blancs. Celui-ci avait accepté ce poste pour éviter que des personnes avec des préjugés le fassent dans l'unique but d'écraser les soldats noirs. Les soldats des premières unités blindées noires de l'histoire des États-Unis sont donc ainsi recrutés. Pendant le voyage vers Fort Knox au Kentucky dans la partie sud du pays, la plus raciste, E. G. McConnell nous raconte: *«Pendant que le train traversait les collines du Kentucky, on a vu un groupe de rustauds, certains étant armés, qui faisaient un signe de la main en direction du train. Les noirs qui voyageaient dans les 2 premiers wagons du train ont reçu l'ordre de baisser les stores.»* McConnell est allé s'informer de la raison de cette injustice mais le contrôleur lui a expliqué qu'il s'agissait d'une mesure de sécurité. En effet, des individus avaient déjà tiré sur les wagons de tête dans lesquels les noirs prenaient place !



L'Armée avait jonglé avec l'idée d'employer des divisions blindées mais préfère les groupes blindés composés de trois bataillons. Ces groupes possédaient une plus grande manoeuvrabilité et une plus grande flexibilité que des grandes divisions. Cinq de ses groupes sont formés, quatre avec du personnel blanc et un formé d'Afro-américains, le 5th Tank Group, commandé par le colonel LeRoy Nichols. On transfère alors le 758^e bataillon au camp Claiborne en Louisiane et, avec le nombre grandissant de recrues, une nouvelle unité est formée: Le 761st Tank Battalion (Light), 2^e de 3 unités blindées composées uniquement d'Afro-américains. L'activation officielle du bataillon a lieu le 15 mars 1942.

Preston McNeil: «J'aimais ça. J'étais comme un enfant avec un nouveau jouet ! Je conduisais des motocyclettes, des jeeps, des chars d'assaut, des semi-chenillés, c'était palpitant !» Leonard Smith: «L'entraînement était rigoureux, on était capable de démonter et de remonter une carabine M1 les yeux bandés.» Les noirs du nord doivent cependant goûter à la médecine sudiste dont les lois racistes sont humiliantes et contraignantes. Philip Latimer: «Les troupes noires occupaient une extrémité de la garnison et le reste était occupé par les troupes blanches. Les noirs avaient leur propre magasin général. Les blancs pouvaient aller au cinéma six soirs par semaine, les noirs, un soir seulement.» Au début de la Seconde Guerre mondiale, ils sont considérés comme des soldats de seconde classe et la plupart font partie d'unités de soutien (ex.: Red Ball Express) car on les croit moins courageux que les blancs. Leonard Smith: «Je me suis engagé comme volontaire et j'ai choisi l'armée de l'air mais ils m'ont dit qu'ils ne prenaient pas de noirs dans l'aviation.» Johnnie Stevens: «Ils disaient qu'on avait pas l'intelligence pour le faire, je trouvais cette idée stupide.» Le choix des hommes de race noire se limite donc à l'infanterie ou aux blindés. William McBurney: «Quand on m'a offert les blindés, j'ai demandé si nous aurions à marcher. On m'a répondu que c'était une unité entièrement mécanisée. Je ne savais pas ce que c'était, mais j'ai accepté.»

Une humiliation encore plus grande leur est réservée quand les prisonniers allemands qui sont en captivité sur la même base qu'eux reçoivent des traitements plus favorables comme en témoigne Gail Buckley: «Ma mère a refusé de chanter dans un camp militaire en Arkansas où les GIs noirs étaient assis derrière les prisonniers de guerre allemands... On l'a chassée parce qu'elle refusait de chanter.» Leonard Smith est lui aussi outré de cette attitude: «Les soldats allemands étaient responsables des entrepôts. Quand on allait chercher des provisions, c'était le soldat allemand, s'il était officier, qui nous disait ce à quoi on avait droit. On ne pouvait pas discuter avec lui. Il était en charge. Comment notre pays pouvait-il laisser les prisonniers allemands avoir plus d'autorité que nous ? C'était des prisonniers !» E.G. McConnell en a aussi gros sur le coeur: «Les soldats allemands se moquaient de nous. Ils se sentaient de la race supérieure.» Quant aux autorités civiles, Johnnie Stevens nous livre cette anecdote: «On pouvait se faire tabasser dans les rues, se faire tirer dessus, ou se faire tuer par un blanc, il ne se passait rien. C'était comme ça. Il n'y avait pas de lois. La moitié des sheriffs et des policiers faisaient partie du KKK.»



Tombe du Staff Sergeant Ruben RIVERS, tombé au combat le 19 novembre 1944 - Cimetière de Colleville sur Mer -

Le premier vrai test survient le 23 août 1942 quand le bataillon déménage au Camp Livingston en Louisiane pour une semaine de manoeuvres avec la 78^e Division d'infanterie. Les résultats sont satisfaisants. En avril 1943, le 761^e fête sa première année d'existence. Le 5^e Groupe voit la boucle se fermer avec la formation du 784th Tank Battalion. C'est le troisième et dernier bataillon de blindés formé dans le cadre du projet initié par le War Department program. Le bataillon quitte alors le Camp Claiborne pour la deuxième phase de manoeuvres de la 3^e Armée qui durent jusqu'au 6 juin. Ils opèrent avec la 85^e Division d'Infanterie et la 93^e, entièrement noire. Le bataillon est attaché au 3^e Corps de Blindés. La 761^e travaille également en coopération avec le fameux 100^e bataillon d'infanterie composé de troupes nippono-américaines (Nisei Battalion). Ils reçoivent alors notamment la visite du Lieutenant-Général Ben Lear et du Lieutenant-Général McNair, le "père" des tankistes noirs. Les deux officiers donnent un compte-rendu favorable de ce qu'ils avaient vu. Le 6 juin 1943, le 761^e retourne au Camp Claiborne empli d'un sentiment de confiance grâce à ses performances en manoeuvres lors des derniers mois. Ce sentiment se reflétera sur les champs de bataille plus tard au moment opportun. Le 14 septembre, le bataillon plie bagages pour Camp Hood au Texas où il arrivera le 15 pour s'y établir en permanence. Le bataillon est alors fort de 42 officiers et 601 soldats enrôlés.

Le 29 octobre 1943, un changement important se produit et affecte le bataillon tout entier ainsi que son histoire. Il va s'effectuer dans le cadre d'une réorganisation d'après les ordres du Département de la Guerre. Le bataillon de chars légers voit son nom ainsi que son équipement changés en 761st Tank Battalion grâce à l'ajout de chars moyens Sherman M-4. Une compagnie additionnelle s'attache au bataillon, la Compagnie "D" qui sera composée de chars légers exclusivement. Cette réorganisation cause le transfert d'un bon nombre d'officiers blancs vers le 784^e bataillon de chars légers et vice versa. Avant la réorganisation, il n'y avait que 13 officiers noirs sur 42; Après, 22 officiers Afro-américains et 20 officiers blancs se retrouvaient aux commandes du Bataillon. Les modifications du bataillon en cette année 43 changèrent complètement le visage du 761st. Chars moyens armés de canons de 75mm dans 3 compagnies; ajout d'une compagnie de chars légers M-5, d'un peloton d'assaut muni de Howitzer 105mm, un peloton de mortier de 81mm et un peloton de reconnaissance. Les forces du bataillon se chiffrent ainsi à 42 officiers et 713 soldats incluant le détachement médical. Les hommes tissent des liens solides d'amitié et de camaraderie propres à toute unité digne de ce nom.



The 761st Tank Battalion

The 761st Tank Battalion was activated on April 1, 1942, at Camp Claiborne, Louisiana, and deployed to Europe, landing at Omaha Beach in France on October 10, 1944.

The Battalion trained at Camp Hood, Texas, where they were rated superior by Second Army Commander Lt. Gen. Ben Lear. They landed on the Continent with high morale -- some said they were cocky.

En 1944, d'autres officiers noirs viennent s'ajouter à ceux déjà en place, parmi eux le Second-Lieutenant Jackie Robinson. Pendant les opérations au Camp Hood, le 761^e démontre hors de tout doute ses habiletés à maîtriser tous les tests imaginables. Ils se frottent à des chasseurs de chars (tank destroyers) et réussissent parfois l'impossible, démontrant une agressivité et un savoir-faire impressionnants ainsi qu'une attitude compétitive dans les tactiques propres aux unités mécanisées. Le Lieutenant Ben Lear a dit aux hommes alignés au garde-à-vous qu'il les avait cotés "Supérieur" et qu'il s'attendait à de grandes choses de leur part au combat. Leonard Smith: «On voulait prouver à nous-mêmes et au monde entier qu'on était la meilleure unité de blindés.» Johnnie Stevens: «Nous voulions nous battre, nous étions fatigués de simplement nous entraîner. Ça n'avait l'air d'aller nulle part.»

La grande nouvelle tombe le 9 juin 1944: Préparez-vous pour un déménagement outre-mer ! Une partie du Bataillon devait être prête à partir le 20 juillet et le reste suivrait le 10 août à partir du port de Boston ou New-York. Le Bataillon quitte finalement le port de New-York le 27 août sur le HMS Esperance Bay et arrive une dizaine de jours plus tard, le 8 septembre, à Avon-Mouth en Angleterre. Première fois dans l'histoire qu'une unité blindée noire quittait le sol américain. Le capitaine du navire vanta dans une lettre la discipline dont l'unité avait fait montre tout au long du voyage. Le 761st se dirige ensuite vers Wimborne, Dorset. Il est assigné à la 9^e Armée du 12^e Groupe d'armées. L'alerte est donnée de se tenir prêt à bouger dans les six heures. Trois semaines de préparations, vérifications et surcharges d'équipements supplémentaires pour être enfin prêts et ne pas décevoir le Lieutenant Général McNair.

Le 5 octobre, le 761^e est relevé de son assignation à la 9^e Armée pour être transféré à la 3^e Armée du Général George S. Patton. Le 7 octobre, le bataillon reçoit de nouveaux chars et quitte Wimborne pour Weymouth sur la Manche. C'est ainsi que les hommes s'embarquent dans les LCTs et LSTs à Weymouth le 9 octobre en direction de la France. Ils touchent terre à Omaha Beach en Normandie le 10 octobre 1944: Un jour historique ! Le 22 octobre, les chars du bataillon quittent la région du bivouac de La Pieux, où ils étaient depuis le 12 du même mois, en direction du front. Ils roulent environ 640 km, consommant environ 270 000 litres d'essence et 2 700 litres d'huile à moteur sans perdre un véhicule. Un seul char prend un jour de retard à cause d'ennuis mécaniques. Le 28 octobre, le 761st s'arrête à Saint-Nicolas du Port, juste à l'est de Nancy, afin de reprendre son souffle avant de croiser le fer avec l'ennemi. Les dernières vérifications sont effectuées car le grand jour est tout près !

Profitant de cette pause avant l'appel des armes, le Major Paul, Commandant de Division, rend visite au bataillon et, monté sur un half-track, y va de ces mots de bienvenue: «Je suis sacrément content de vous avoir avec nous. Nous vous attendions depuis longtemps, et je suis sûr que vous aller donner le meilleur de vous-mêmes. Il y a une grosse colline devant que je veux que vous preniez et je crois que vous allez y accomplir du bon travail.» Le 2 novembre 1944, le bataillon reçoit une visite encore plus importante, celle de celui qui est à la tête de la 3^e Armée, le Général George S. Patton. Debout sur le même half-track, il leur dit: «Messieurs, vous êtes les premiers tankistes noirs à combattre dans l'Armée américaine. Je ne vous aurais jamais fait venir ici si vous n'étiez pas bons. Je ne prends que les meilleurs dans mon Armée. Peu m'importe la couleur de votre peau tant que vous irez là-haut et tuerez ces fils de putes de Boches ! Tout le monde a les yeux tournés vers vous et s'attend à de grandes choses de votre part. Plus important encore, votre race fonde ses espoirs en vous. Ne les décevez pas et surtout, ne ME décevez pas !»

Les citations de témoins proviennent d'un documentaire de M. Fern Levitt sur le 761st Tank battalion. Le document Come out fighting qui a été remis aux vétérans du Black Panther et dont une partie est disponible sur leur site officiel a servi de base à cet article.

Les dossier du Mag

L'EFFORT DE GUERRE DU CONGO BELGE Par Prosper Vandembroucke



Peu de gens le savent peut-être mais la Belgique s'était dotée depuis 1908 d'une grande colonie d'outre-mer : le Congo belge (actuelle République Démocratique du Congo). Ce vaste territoire avait déjà, lors du premier conflit mondial, été en proie à la convoitise des belligérants. Il n'en fut pas autrement, vingt deux ans plus tard. La capitulation, le 28 mai 1940, de l'armée belge de campagne ne produisit, d'abord, guère d'effet au Congo belge. L'effort de guerre colonial sera économique avant d'être militaire. Les premières bombes atomiques américaines n'auraient probablement pas été prêtes en août 1945 sans l'uranium congolais. Loin de l'Europe et vivant dans la tranquillité, le Congo belge à son tour allait pourtant entrer dans la guerre, mais c'était plutôt à reculons. Le 21 janvier 1941, après de longs mois de négociations, un accord commercial visant à faire du Congo un "belligérant actif" fut signé à Londres par le gouvernement belge et la Grande-Bretagne. Sur le plan financier, était établi un taux de change fixe du franc congolais, lequel se voyait dévalué par rapport à la livre sterling. L'accord prévoyait également l'entrée du Congo dans la zone sterling, l'interdiction de l'importation et de l'exportation d'or et de devises. Sur le plan commercial, il garantissait l'achat par la Grande-Bretagne de certains produits congolais (cuivre, coton, huile de palme, etc.) qui seraient placés dans une situation douanière semblable à celle des produits coloniaux anglais. Mais si, à Londres, cet accord donna lieu à une satisfaction mutuelle, les Belges de la colonie déclarèrent plutôt que la convention tendait à exiger du Congo l'apport de sa production d'or et de ses revenus sans rien lui donner en échange.

Le 10 mai 1940 et ses prolongements

En 1940, vivaient au Congo environ 25.000 Belges, y compris les femmes et les enfants. Le gouvernement Pierlot n'avait à peu près rien prévu, en fait de mobilisation. Le colonel Gilliaert commandait la Force publique, qui avait créé un Deuxième bureau, à des fins de renseignements, sous la direction du capitaine Emile Janssens. Le théâtre des opérations était loin, les communications interrompues. Le capitaine Janssens s'entendit avec le directeur de Radio Léopoldville, la station locale, qui se trouvait entre les mains des pères jésuites, pour diffuser un bulletin quotidien donnant quelques informations. En fait, on ne savait presque rien de ce qui était en train de se passer.

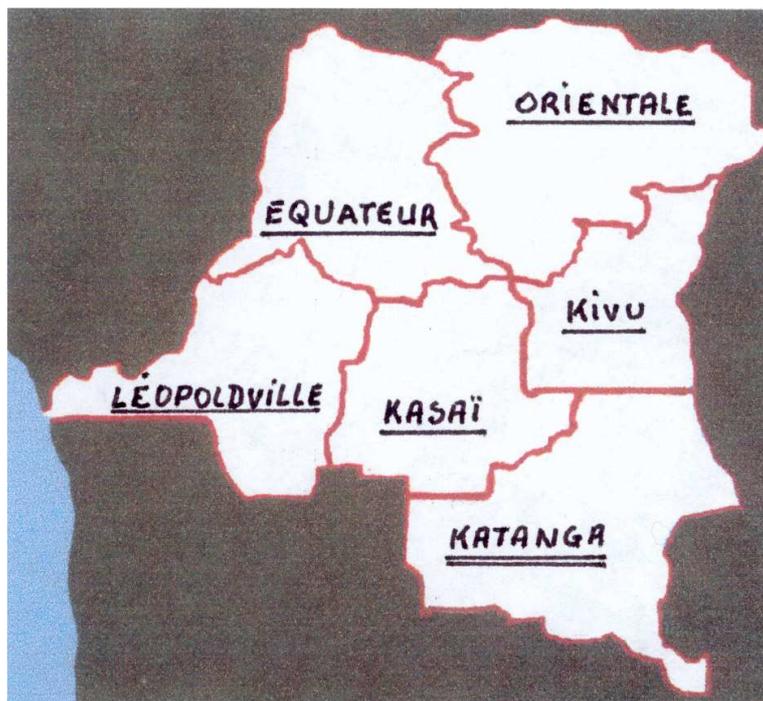
Le 28 mai à 12 heures 30, le gouverneur général Pierre Ryckmans prononça à la radio un discours haché par l'émotion. Sa conclusion était très ferme: le Congo reste dans la guerre. Le même jour, M. De Vleeschauwer ministre des Colonies, télégraphia à Pierre Ryckmans le texte du discours prononcé par Hubert Pierlot au micro de Radio Paris. Porté à la connaissance des Belges, ce texte sema la consternation; le gouverneur ajoutait toutefois, prudemment, que le Roi n'était plus libre et se trouvait dans l'impossibilité de régner, et il joignit à l'information l'avis de Churchill notant que "l'heure n'est pas à porter un jugement sur ce qui s'est passé". A tout hasard, le gouverneur fit enlever des lieux publics les portraits du Roi, insistant cependant pour que la chose se fasse dans la plus grande discrétion, crainte d'effaroucher les indigènes. Cette mesure outragea le capitaine Janssens, qui, dans son bureau, remit d'autorité le portrait royal là où, à son avis, il devait être.

On entra dans une période de totale confusion, avec la défaite de la France, l'effondrement des institutions, le désarroi du gouvernement belge incapable de fournir une décision maîtrisée. Seul, en fait, à la tête de la colonie, Pierre Ryckmans connaissait les semaines les plus difficiles de sa carrière. Albert De Vleeschauwer avait bien été nommé, le 1er juin, administrateur général du Congo belge, mais c'est le 4 juillet seulement qu'à ce titre il arriva à Londres pour prendre ses fonctions. Le 10 mai, les résidents allemands au Congo avaient été arrêtés. Le 10 juin, l'Italie étant entrée en guerre aux côtés de l'Allemagne, le gouverneur ordonna d'en faire autant pour les Italiens.

Mais début juillet, au moment où les Britanniques demandèrent un soutien militaire aux troupes coloniales belges pour protéger la longue frontière commune de leurs possessions d'Afrique avec les territoires sous domination italienne, le gouverneur s'avisa que la Belgique n'était pas en guerre avec l'Italie; les Italiens retrouvèrent la liberté. Pas en guerre avec l'Italie, nous ne l'étions plus avec l'Allemagne. Des pressions de toutes sortes s'exerçaient sur le gouverneur pour qu'il évite de nous précipiter dans un camp plutôt que dans l'autre. Des industriels et des hommes d'affaires plaidaient pour la neutralité de la colonie telle qu'elle avait été prévue en 1885 par l'Acte de Berlin; ils faisaient état d'interventions allemandes suivant lesquelles le Congo, au cas où il soutiendrait l'effort de guerre allié, risquerait gros.

Une éventualité qu'il fallait, hélas, bien envisager, était que l'Angleterre ne gagne pas la guerre. Quarante ans plus tard, lors des émissions de Maurice De Wilde à la télévision belge sous le titre *L'Ordre Nouveau*, on évoqua un document du Deuxième bureau, rédigé par le capitaine Janssens, émettant l'avis qu'il fallait, pour définir les attitudes à prendre au Congo dans un souci de bonnes relations avec toutes les puissances, tenir compte de la possible défaite anglaise. Les notes mises en circulation par l'entourage du Roi allaient dans le même sens. "Simple hypothèse de travail", dira Emile Janssens, devenu général, au cours de l'émission. A l'été 40, sur place, les cœurs et les esprits ne pouvaient qu'être déchirés.

Les anciens combattants accusaient le gouverneur d'attentisme. Une Ligue d'action patriotique se constitua, qui militait pour une politique ouvertement pro-alliée et protesta énergiquement lorsque Léopoldville refusa l'appui militaire que sollicitait le Kenya. L'autorité coloniale permit seulement l'engagement de 300 volontaires dans les forces britanniques de l'est. A l'inverse, le gouverneur reçut aussi une pétition réclamant que soit proclamée la neutralité du Congo. D'accord avec le colonel Gilliaert, Pierre Ryckmans, sachant que la petite armée congolaise n'était pas en état de se lancer dans des aventures lointaines et que des mois seraient nécessaires avant qu'arrivent d'Amérique les approvisionnements et le matériel indispensables, pensait que la prudence autant que la diplomatie commandaient de limiter le rôle des forces militaires à la défense du territoire. Il y avait non loin de là en Abyssinie, 250.000 Italiens prêts à mettre en œuvre le rêve hitlérien de conquête de l'Afrique; c'est à répondre à cette attaque qu'il fallait être prêt.



Victoire en Ethiopie

Ce n'était pas l'avis des officiers des cantonnements du nord-est, qui fantasmaient au nom de de Gaulle et rêvaient de coup de force. Le 15 novembre 1940, jour de la fête de la Dynastie, à l'issue d'une fiévreuse réunion tenue à Watsa, quelques-uns d'entre eux envoyèrent à Ryckmans un télégramme comminatoire. Leur argument était que, faute de volonté de combattre, une collaboration avec les Anglais nous serait imposée par ces derniers et nous coûterait à terme la moitié de la colonie, tandis qu'une offre spontanée nous vaudrait leur amitié et sauverait l'intégrité du territoire. Gilliaert, à la suite de ce télégramme, gagna Stanleyville, où quelques têtes chaudes parlaient de rien moins que de procéder, dès son arrivée, à l'arrestation du commandant en chef. Le colonel Mauroy, quoi qu'il fut ardent partisan de l'engagement immédiat de la Belgique dans les combats d'Afrique, réussit à calmer les plus excités. Gilliaert put s'adresser aux officiers et expliquer la situation.

Le gouverneur général avait d'abord songé à soumettre à la Justice les animateurs de cet épisode burlesque abusivement affublé du nom de "putsch". Mauroy et le capitaine Met den Ancxt, un héros de la guerre 14-18, le plus énervé des "putschistes", furent seulement envoyés à Londres et mis à la disposition des forces belges de Grande-Bretagne; ils se distinguèrent, l'un en Hollande et l'autre en Afrique du Nord. Sur quoi, le 21 novembre, le gouvernement belge reconstitué à Londres déclara la guerre à l'Italie. Des escadrilles italiennes s'étaient posées en Belgique pour participer aux opérations de bombardement sur la Grande-Bretagne; un sous-marin italien avait coulé le vapeur belge Kabalo. C'était plus qu'il n'en fallait pour motiver l'attitude du gouvernement. La situation redevenait claire. Et puis, cette participation directe des forces militaires belges en Afrique aux opérations, on allait l'avoir tout de même, en fin de compte. C'est même par là que s'ouvrit, en Afrique, l'année 1941.

Déchargé de ses fonctions de commandant en chef pour prendre le commandement du corps expéditionnaire du nord-est, le colonel Gilliaert, bientôt promu général, se trouva à la tête d'une force de 24.000 hommes dont une bonne partie allait être engagée en Ethiopie contre les Italiens. Partie de Stanleyville le 1er janvier, la brigade parcourut mille kilomètres pour atteindre Juba, sur le Nil, puis mille encore vers le nord, puis 500 vers l'est, pour gagner la frontière éthiopienne et se trouver engagée par le commandement anglais. Le pire ennemi n'était pas les Italiens, bien qu'ils fussent, numériquement, largement supérieurs; ce sont les maladies amibiennes qui faisaient dans la troupe congolaise le plus de dégâts. Néanmoins, le 12 mars, un bataillon s'empara d'Assosa, puis, avec le concours d'une unité britannique, de Gambela. Les forces adverses s'étaient repliées sur Salo. Trois mille hommes partirent à l'assaut le 3 juillet à 6 heures du matin et, à 15 heures, la garnison envoyait des parlementaires; 4.000 Italiens dont 9 généraux, 18 canons, 250 véhicules, 8.000 fusils, 12 mortiers et 500 mulets tombaient, du même coup, aux mains des Alliés. L'armée congolaise laissait, pour sa part, 1.100 hommes en route - mais le drapeau belge flottait à nouveau parmi les vainqueurs.

Ce ne fut pas la seule participation de la colonie aux opérations militaires. Renvoyée par l'état-major britannique au Congo, la Force publique fut mise, plus tard, à la disposition du commandement de l'Ouest africain au Nigéria, où se préparait une attaque contre les colonies françaises ralliées à Vichy. D'autres unités se retrouvèrent au Moyen-Orient, avec, notamment, un raid de 7.000 kilomètres, pour 850 véhicules et 2.000 hommes, avant d'atteindre Le Caire. On vit en Palestine le First Belgian Congo Brigade Group. Ou bien encore 300 Belges du Congo, résidents ou réfugiés, participèrent aux opérations de la Royal Air Force ou de sa section sud-africaine. Et un hôpital de campagne équipé par le Congo opéra pour les Anglais jusqu'en Birmanie.

Mars ou Mercure

Tout cela, cependant, n'empêchait pas le futur général Janssens de déplorer que les responsables du Congo préférassent, ainsi qu'il l'explique dans son Histoire de la force publique, "l'épicerie à l'épée, les accords économiques au combat et Mercure à Mars." On ne saurait nier que le Congo ait été une des principales sources d'approvisionnement pour l'industrie de guerre anglaise; il est sûr que le rôle joué de ce fait par le Congo est sans comparaison avec le poids d'une armée coloniale belge que les Anglais jugeaient, à juste titre, insuffisamment encadrée et pré-parée pour affronter les troupes de Rommel. Mais il est vrai que les Anglais étaient prêts à tout, y compris à l'intervention militaire, pour s'approprier aux meilleures conditions l'usage des réserves congolaises de matières premières; la dévaluation de 30% du franc congolais qu'ils imposèrent au gouvernement belge et qui rendit d'autant plus pénible l'effort de la colonie n'avait, c'est un fait, aucun rapport avec le fair-play chevaleresque que l'on prête souvent, sans y bien réfléchir, au caractère britannique.

L'âpreté des négociations avec Londres tranche singulièrement sur l'enthousiasme des discours qui célébrèrent après la guerre la part prise par le Congo à l'effort pour la victoire. Les recherches effectuées par l'historien belge J.C. Willame dans les archives du Foreign Office montrent qu'en effet le Congo n'avait pas le choix: s'il n'était pas entré de bon gré dans la guerre, la Grande-Bretagne l'y aurait contraint. Quant au climat des pourparlers, c'est peu de dire qu'il était médiocre. Le souvenir des campagnes menées par la perfide Albion contre l'entreprise coloniale de Léopold II était toujours bien vivant: c'est sans doute ce qui avait autorisé Chamberlain, en 1937, comme on ne l'a su qu'après, à proposer à Hitler en échange de la paix en Europe la moitié du Congo belge; de même le gouvernement Churchill s'étonnait de la prétention des Belges à réclamer des compensations pour l'effort de guerre que l'on allait demander au Congo.

Albert De Vleeschauwer, combattant pied à pied afin que les Anglais fournissent au Congo le matériel nécessaire pour mener cet effort sans compromettre son équilibre économique, se rendit "insupportable" aux yeux de Churchill. Les responsables politiques belges, encouragés dans leur attitude par les milieux privés et en particulier par les dirigeants de la Société Générale, trouvèrent également appui auprès des Etats-Unis, mieux a même de fournir au Congo le matériel dont il avait besoin; cette ébauche d'un axe Washington - Léopoldville incommoda, lui aussi, beaucoup les Anglais.

Dans la "mère patrie", comme on disait alors, seul un petit nombre d'initiés étaient au fait des événements d'Afrique. L'attitude du gouverneur général mettant des troupes congolaises à la disposition des forces britanniques pour une campagne en Ethiopie avait tout d'abord été l'objet de critiques. On reprochait à Pierre Ryckmans d'avoir péché par excès de zèle. Le réalisme finit par l'emporter. Si l'on voulait que la Grande-Bretagne, un jour, contribue à la restauration de l'indépendance du pays, il fallait d'avance en payer le prix.

(Sources : Ouvrage de Pierre Stéphany " 1941 – Les misères et les chagrins de l'année la plus noire ")

(Crédit photographique : Musée Royal de l'Armée – Bruxelles)

